

© Photo Germain Plouvier, Architecte Richard Rogers

LES AMPHIS DE L' **AFTi**

L'industrie de la gestion d'actifs à l'heure de l'entrée en vigueur de la Directive OPCVM 5

Mercredi 6 avril 2016

En partenariat avec :



Introduction

Eric DEROBERT

Président
AFTI

En partenariat avec :

Mercredi 6 avril 2016 - Les amphis de l'AFTI – L'industrie de la gestion d'actifs
à l'heure de l'entrée en vigueur de la Directive OPCVM V





Programme

9h00 : Présentation

Eric Dérobert, Président - **AFTI**

9h15 : OPCVM 5 : Contexte et enjeux de transposition

Alexis Dupont, Adjoint au Bureau Finent 1 - **Direction générale du Trésor**

9h40 : Les enjeux de la transposition de la Directive OPCVM 5

Xavier Parain, Secrétaire Général Adjoint - Directeur de la gestion d'actifs - **AMF**

10h00 : UCITS V ou l'occasion de dégager des synergies avec d'autres réglementations

Servane Pfister, Senior manager - **Deloitte Conseil**

10h20 : Table-ronde

Animatrice : Stéphanie Saint-Pé, Déléguée Générale - **AFTI**

- **Michèle Besse**, Directeur Contrôle Dépositaire - **Société Générale Securities Services**
- **Frédéric Bompaire**, Affaires publiques - **AMUNDI**
- **Arnaud Claudon**, Responsable Fonction Dépositaire France - Responsable mondial du Contrôle Dépositaire **BNP Paribas Securities Services**
- **William Margoline**, Directeur Juridique et Financier - **CM-CIC AM /** Directeur Général Adjoint - **CM-CIC Gestion**
- **Amina Oulmi**, Product Manager - **CACEIS**

11h20 : Conclusion

Eric Pinon, Vice-Président - **AFG**

OPCVM 5 : Contexte et enjeux de transposition

Alexis Dupont

Adjoint au Bureau Finent 1

Direction Générale du Trésor

En partenariat avec :

Mercredi 6 avril 2016 - Les amphis de l'AFTI – L'industrie de la gestion d'actifs
à l'heure de l'entrée en vigueur de la Directive OPCVM V

Les enjeux de la transposition de la Directive OPCVM 5

Xavier Parain

Secrétaire Général Adjoint
Directeur de la gestion d'actifs

AMF

En partenariat avec :

28/08/2014

17/12/2015

T1 2016

18/03/2016

31/03/2016

13/10/2016

1/1/2017

18/03/2018

Publication au JOUE
de la directive OPCVM

Publication du
projet d'acte
délégué

Entrée en
application de la
Directive OPCVM 5

Entrée en application
de l'acte délégué

Rémunérations

Adoption prévisionnelle
des orientations sur la
rémunération par le BoS
de l'ESMA

Publication des
orientations

Implémentation d'une
politique de
rémunération conforme

SGP

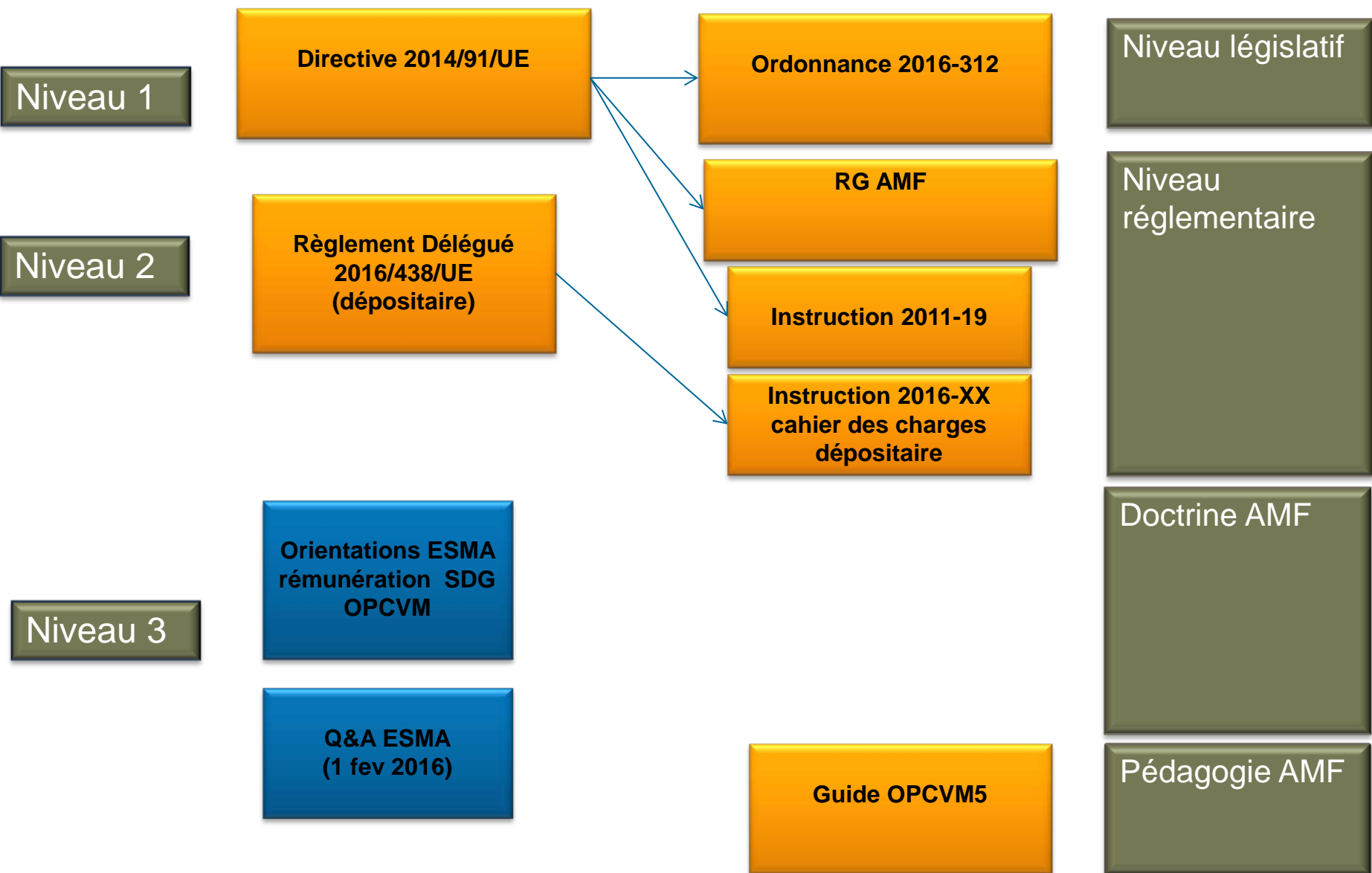
Dépôt d'une fiche A1
auprès de l'AMF (mise à
jour du programme
d'activité)

Missions
dépositaire

Convention dépositaire :
- Engagement par les
dépositaires de respecter les
dispositions de la Directive
OPCVM

Mise en
conformité des
SGP et
dépositaires
dès l'entrée en
application de
l'acte délégué

Fin du délai de mise
en conformité des
conditions d'accès à
la fonction dépositaire



Le texte n'a pas vocation à réformer en profondeur les dispositions de la directive OPCVM 4

Il concerne spécifiquement :

- la fonction du dépositaire, en termes notamment de missions et de responsabilité (cash monitoring, restitution des actifs...),
- les politiques de rémunération des sociétés de gestion de portefeuille, et
- les sanctions qui leur sont applicables,

dans l'objectif d'harmoniser ces règles avec celles introduites par la directive AIFM, transposée en droit français en juillet 2013.

Ce qui ne change pas :

Les dispositions issues de la directive OPCVM 4 ne sont pas remises en question.

Elles concernent notamment :

- les règles d'agrément des OPCVM,
- les obligations concernant les sociétés de gestion de portefeuille,
- les fusions d'OPCVM,
- les obligations concernant la politique de placement des OPCVM (actifs éligibles, règles de diversification...),
- les structures maîtres-nourriciers et les obligations d'information des investisseurs,

Renforcement des exigences applicables aux dépositaires d'OPCVM sur celles applicables aux dépositaires de FIA, sous réserve des ajustements rendus nécessaires par le fait que les OPCVM sont distribués auprès du grand public

- Révision du périmètre des entités éligibles à la fonction

Banque de France, Caisse des dépôts et consignations, établissements de crédit ayant leur siège social en France, entreprises d'investissement ayant leur siège social en France avec un niveau de fonds propres minimum, succursales françaises d'un établissement de crédit ayant son siège social dans l'UE ou dans l'EEE.

- Protection contre son insolvabilité

Le dépositaire ne peut être poursuivi par ses créanciers sur les actifs d'un OPCVM qu'il conserve.

- Interdiction de réutiliser les actifs par le dépositaire pour compte-propre

Mais permise si elle a lieu pour le compte de l'OPCVM, si elle est réalisée sur instruction de la société de gestion, si elle profite à l'OPCVM et est effectuée dans l'intérêt des porteurs et si elle fait l'objet d'une couverture par du collatéral.

- Pas de décharge contractuelle de responsabilité en cas de perte d'IF conservé

Points d'attention dépositaire et SGP

- a) L'organe de direction : une définition structurante pour les sociétés de gestion et les dépositaires
- Pour apprécier l'existence des conditions d'honorabilité, de compétence et d'indépendance
 - Tenant à l'existence de missions et de responsabilités et, le cas échéant, de sanctions
 - Tenant à la détermination des règles d'indépendance de la société de gestion par rapport au dépositaire : limitation des cas dans lesquels un membre de l'organe de direction de la première peut être membre de l'organe de direction du second et vice versa

La doctrine de l'AMF pourrait identifier, pour chaque forme de sociétés françaises, le ou les organes pouvant être qualifié(s) d'organe(s) de direction au sens de la directive OPCVM

La définition de la directive ne couvre pas les organes exerçant la seule fonction de surveillance

La transposition de la directive OPCVM 5

Nouvelles missions du dépositaire

- b) Le régime applicable aux dépositaires
 - Nécessité pour les entreprises d'investissement souhaitant exercer les fonctions de dépositaire d'être « agréées » : l'agrément sera délivré par l'ACPR après approbation de son programme d'activité de dépositaire d'OPCVM par l'AMF
 - Ouverture aux succursales d'établissements de crédit de la possibilité d'exercer les fonctions de dépositaire à la condition que ces succursales exercent leur activité dans les mêmes conditions que les établissements de crédit ayant leur siège social en France (en terme de moyens par exemple)
 - Obligation pour tous les dépositaires d'OPCVM d'être habilité à exercer la tenue de compte-conservation et, pour les EC et succursales d'EC, d'obtenir l'accord de l'AMF sur leur cahier des charges
 - Application immédiate des contraintes du règlement à tous les dépositaires le 13 octobre 2016 (cash monitoring...)
 - Pas d'obligation de mise à jour immédiate des conventions dépositaires mais une bonne pratique de mise à jour avant mars 2018

Sur la rémunération :

- **Alignement des dispositions sur celles de la directive AIFM sous réserve de la fréquence de revue de la politique de rémunération, des modalités de report du paiement de la part variable et de la composition du comité de rémunération.**
- **Compétence donnée à l'ESMA pour arrêter les mesures relatives à la rémunération sous forme d'Orientations. Les Orientations ont été publiées le 31 mars 2016 en anglais.**
- **La première période d'application des nouvelles règles sur les rémunérations variable sera l'année 2017 pour les bonus payés en 2018**

Focus sur la rémunération : des différences par rapport à AIFM dans la directive ...mais pas forcément par rapport aux guidelines

- Fréquence de revue de la politique de rémunération :
 - ✓ Révision annuelle [vs régulière]
 - Modalités de report du paiement de la part variable :
 - ✓ 3 ans minimum [vs selon le cycle de vie]
 - Composition du comité de rémunération :
 - ✓ Intégration nouvelle des représentants du personnel
 - Transparence sur les rémunérations (DICI, rapport annuel, prospectus)
 - ✓ Nouveau et le timing de publication a été clarifié par l'ESMA dans son Q&A OPCVM de février 2016
- **intégration des politiques de rémunération via une fiche A1 dans le programme d'activité**

- Information dans le rapport annuel [plus détaillée que dans AIFM]:
 - le montant total des rémunérations pour l'exercice, ventilé en rémunérations fixes et variables, payées par la société de gestion à son personnel, et le nombre de bénéficiaires ;
 - le montant agrégé des rémunérations, ventilé par catégories de salariés;
 - une description de la manière dont les rémunérations et les avantages ont été calculés;
 - les résultats des réexamens une fois par an des principes généraux et de la mise en œuvre de la politiques de rémunération,
 - toute modification importante de la politique de rémunération adoptée [*nouveau*].

- **Information dans le prospectus [Nouveau]:**
 - *Soit les détails de la politique de rémunération actualisée, notamment :*
 - **Description de la manière dont les rémunérations et les avantages sont calculés, l'identité des personnes responsables de l'attribution des rémunérations et des avantages ;**
 - **Composition du comité de rémunérations, lorsqu'un tel comité existe.**
 - *Soit :*
 - **un résumé de la politique de rémunération**
 - **La déclaration indique que ces détails sont disponibles sur un site internet, ainsi qu'une référence à ce site internet et qu'un exemplaire sur papier est mis à disposition gratuitement sur demande.**
- **Pour le DICI [Nouveau]:**

préciser que ces détails sont disponibles sur un site internet, préciser la référence à ce site et qu'un exemplaire papier est mis à disposition gratuitement sur demande.

UCITS 5 ou l'occasion de dégager des synergies avec d'autres réglementations

Servane Pfister

Senior manager

Deloitte Conseil

En partenariat avec :

Constats :

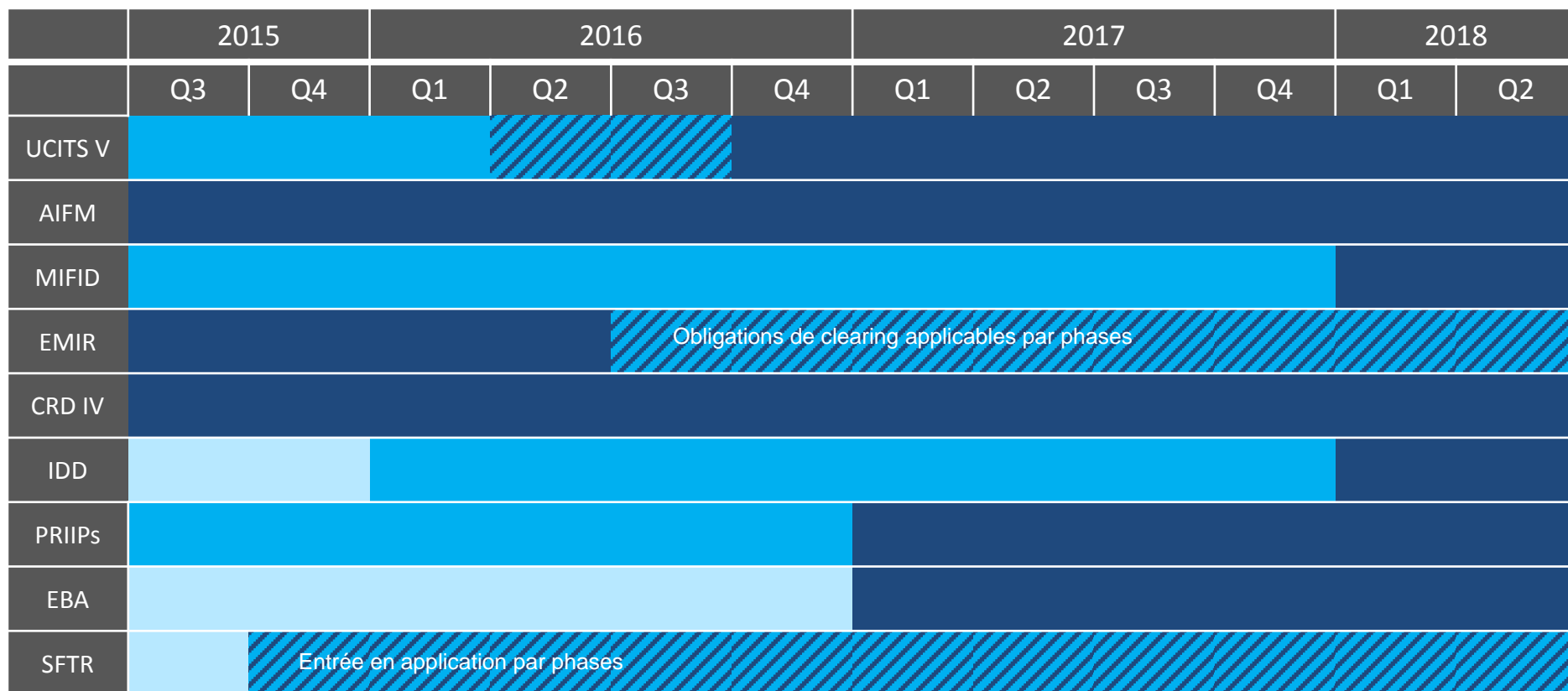
- Une harmonisation des réglementations de plus en plus tangible
- Un développement des systèmes d'information et outils d'aide à la mise en œuvre des réglementations
- Des modifications profondes dans l'organisation des banques sociétés de gestion du fait de diverses réglementations

Opportunités :

- Aborder les sujets de façon transversale et non réglementation par réglementation
- Favoriser ainsi la collaboration entre les divers départements (compliance, IT, finance, commercialisation, risques...)
- Rationaliser les organisations et les contrôles

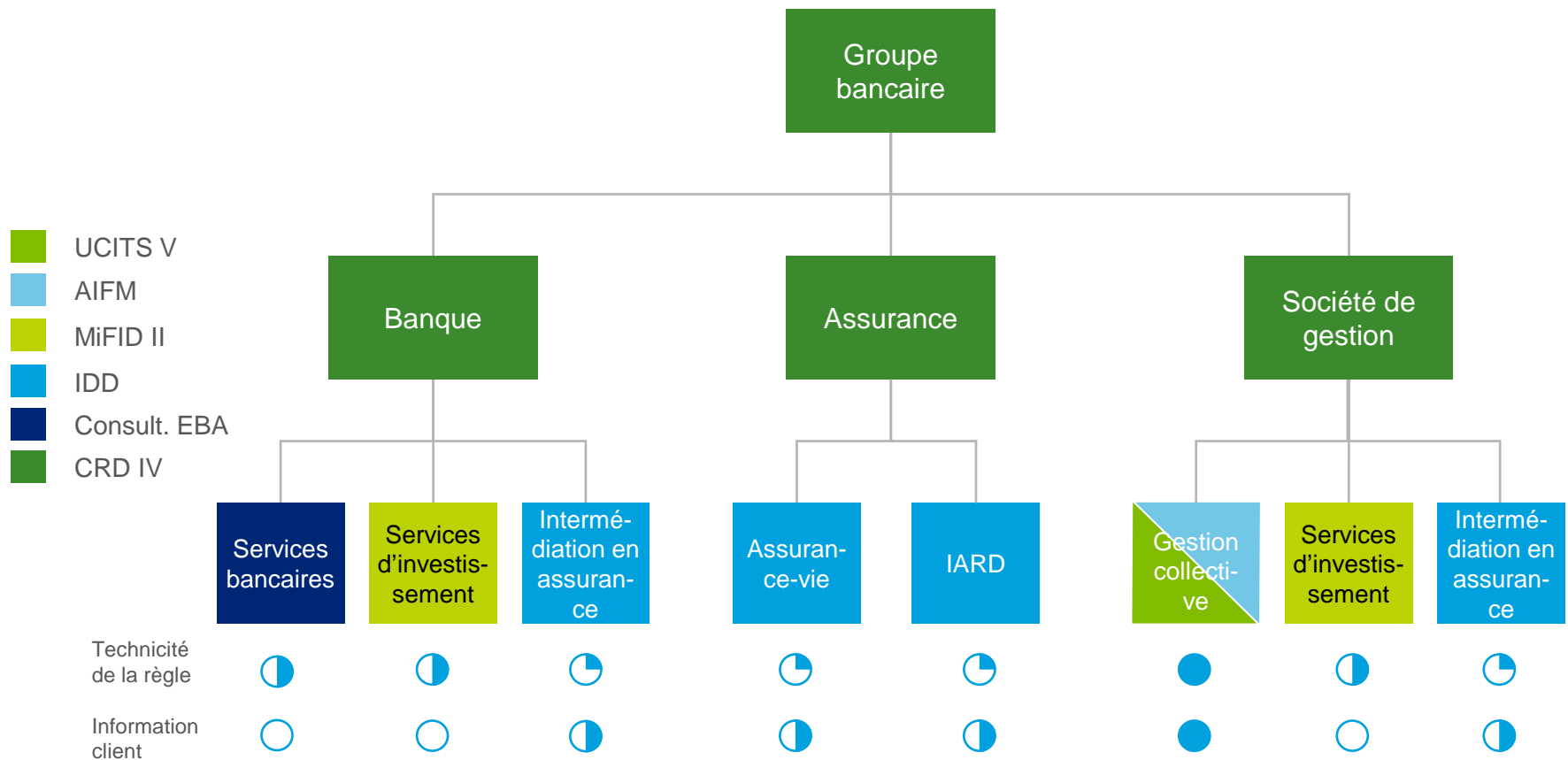
	UCITS	AIFM	MiFID	EMIR	CRD	IDD	PRIIPs	Consult. EBA banque retail	SFTR
Rémunération du personnel	X	X	X		X	X		X	
Rémunération des tiers	X	X	X			X			
Information du client sur le produit	X	X	X			X	X		
Re-use des avoirs	X	X	X						X
Transaction reporting			X	X					X

Calendriers d'application des diverses réglementations



- Entrée en application
- Développement des mesures de niveau 2
- En consultation

Rémunération du personnel : doit-on/peut-on rationaliser ?



- Une couverture de toutes les activités
- A des degrés divers toutefois



- 3 à 4 régimes de rémunération pour une même entité
- Alignement sur le plus disant ?
- Des régimes assez proches entre EBA, MiFID et IDD, ce qui milite en faveur d'une harmonisation entre ces régimes

Politique de rémunération du producteur

UCITS V

- Information sur le **détail** de la politique de rémunération (sur le site internet)
- Une mention sur le UCITS KIID
- Informations **quantitatives** (dans le rapport annuel)
- Informations **complémentaires** (dans un disclosure report)

AIFM

- Information sur le **détail** de la politique de rémunération (sur le site internet)
- Une mention sur le UCITS KIID, le cas échéant
- Informations **quantitatives** (dans le rapport annuel)

PRIIPs

- **Pas d'information** prévues sur la politique de rémunération des producteurs ex ante
- Pas d'information ex post

Contrat d'assurance-vie

- Une information sur le personnel de l'assureur ex ante uniquement et plutôt dans son rôle de distributeurs



- Un porteur de part d'un fonds aura un certain nombre d'informations détaillées (quantitatives et qualitatives) sur la politique de rémunération pratiquée chez les asset managers
- Pas d'équivalent sur les autres produits, notamment sur le PRIIPs



- **Collecter** et éditer l'information
- **Mettre à niveau** les usines de production des documents ad hoc
- **Former** les distributeurs

Politique de rémunération du distributeur

Souscription d'un contrat d'assurance-vie

- Information sur la **nature** de la rémunération perçue par le personnel de l'assureur ou de l'intermédiaire dans le cadre du contrat d'assurance

Souscription d'un fonds via un conseil sur instruments financiers

- **Pas d'information** sur la politique de rémunération des conseillers, pourtant encadrée par MiFID

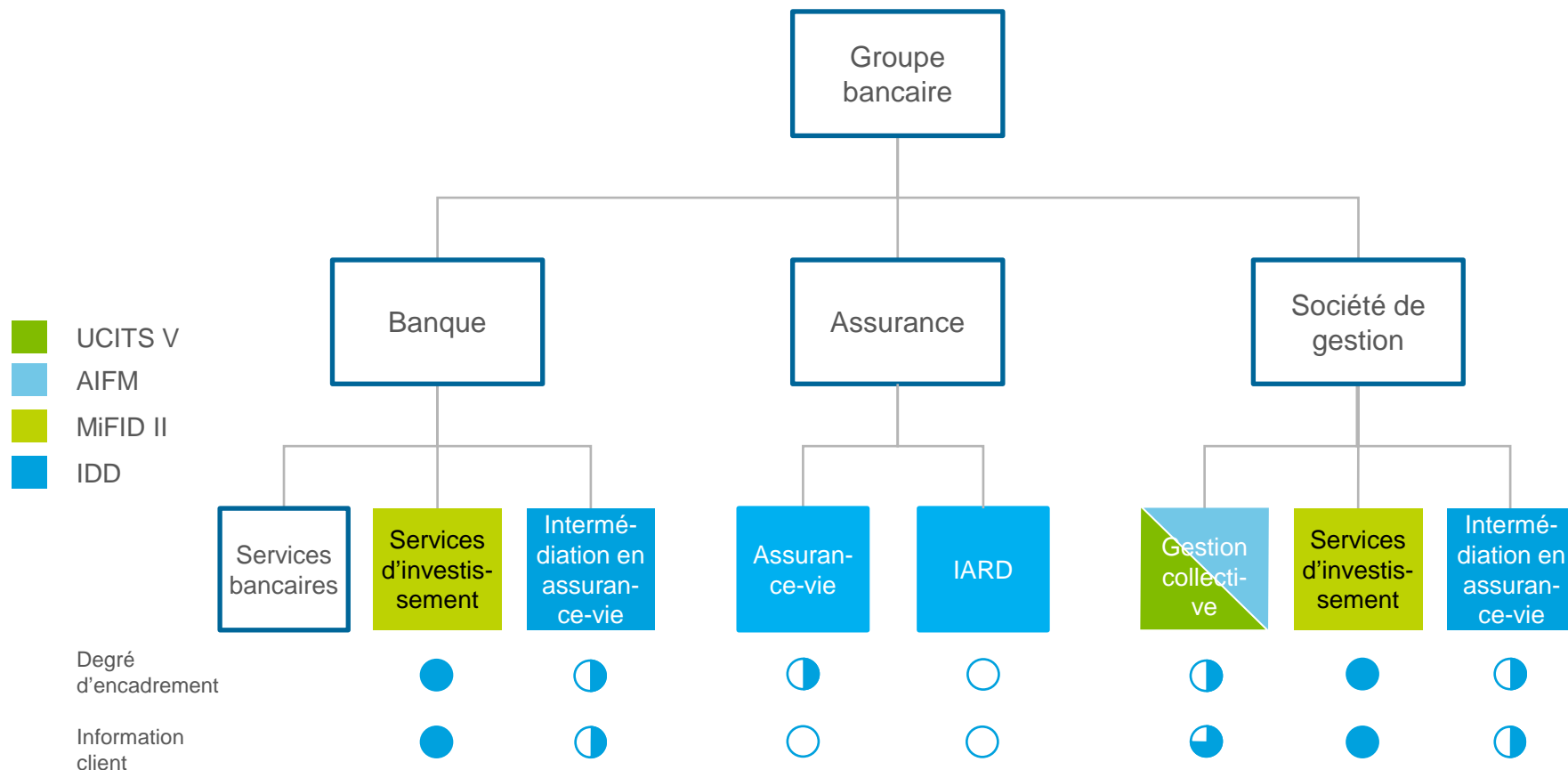


- Des informations disparates suivant le canal de souscription
- Mais un même souci de prévention des conflits d'intérêts



- **Repenser** la communication client, éventuellement suivant les canaux de souscription et les produits proposés
- **Inventer** Un « support » d'information dans le cadre de l'assurance-vie
- **Former** les réseaux de distribution
- **Donner** une cohérence à l'ensemble de cette information

Rémunération des tiers : vers un régime harmonisé ?



- Des degrés d'encadrement disparates demandant pour certains des justifications importantes (amélioration de la qualité du service / récurrence)
- Des informations clients hétéroclites



- **Revoir** le business model et la gestion des rétrocessions pour les services d'investissement
- **Repenser** la cohérence avec l'intermédiation en assurance ou organiser la distribution en silo ?
- **Réinventer** la relation client sur l'ensemble des canaux de distribution ?

Information client relative aux rémunérations, commissions et coûts et charges au moment de la vente

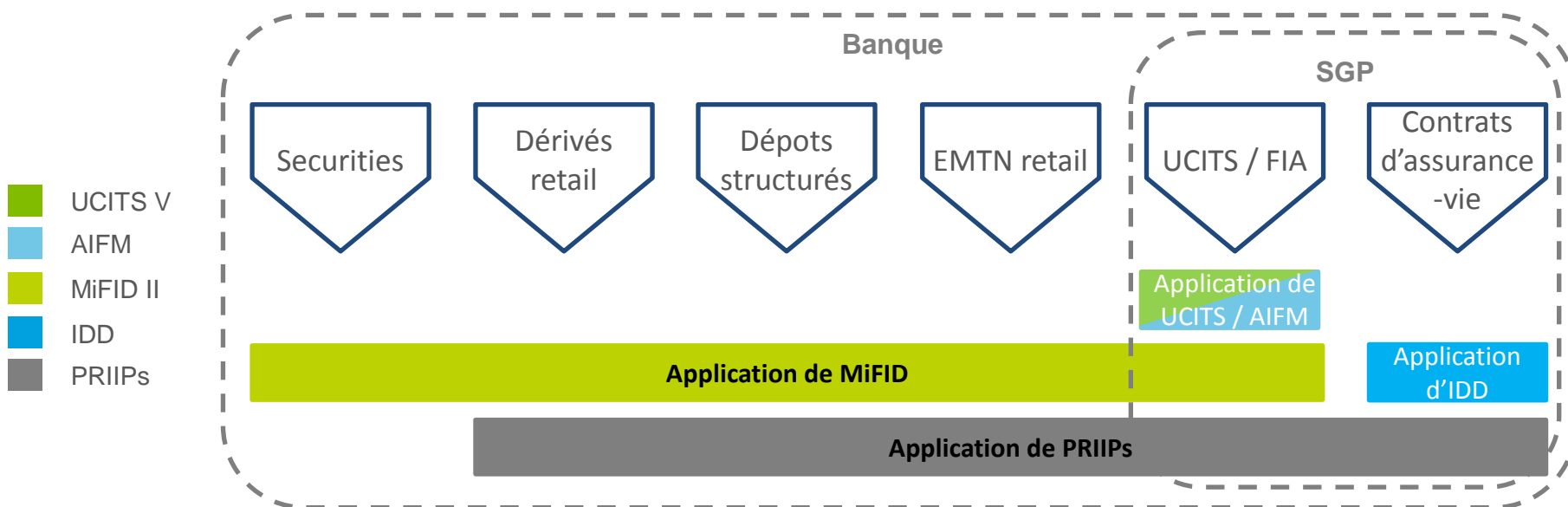
Souscription d'un contrat d'assurance-vie

- Information sur la **nature de la rémunération perçue par le personnel de l'assureur ou de l'intermédiaire** dans le cadre du contrat d'assurance
- En cas de souscription d'un fonds, information sur la **politique de rémunération de l'asset manager** via une indication sur le UCITS KIID
- Information sur l'ensemble des coûts et frais (éventuellement produit et distribution – montant agrégé) y compris **ceux payés par un tiers**
- Information sur les **commissions perçues** (pour les IAS uniquement)

Souscription d'un fonds via un conseil sur instruments financiers

- **Pas d'information** sur la politique de rémunération des conseillers, pourtant encadrée par MiFID
- En cas de souscription d'un fonds, information sur la **politique de rémunération de l'asset manager** via une indication sur le UCITS KIID
- Reporting coûts et charges qui inclurait les **commissions versées par des tiers** (montant agrégé)

Information des clients sur le produit



- Une réglementation qui va aider à la standardisation = PRIIPs
- Demain, une harmonisation transversale bienvenue, d'autant plus que PRIIPs intègre une partie des exigences MiFID II qui ne sont pas actuellement dans le UCITS KIID (comportement du produit dans différente situation de marché)
- Mais de décalage de mise en œuvre qui pourrait poser problème



- **Inscrire** PRIIPs dans les chantiers prioritaires qui vont permettre de répondre aux exigences de MiFID et des assureurs
- **Gérer** la période de transition
- **Mettre à niveau** la production des informations
- **Revoir** les process de production des KID/KIID

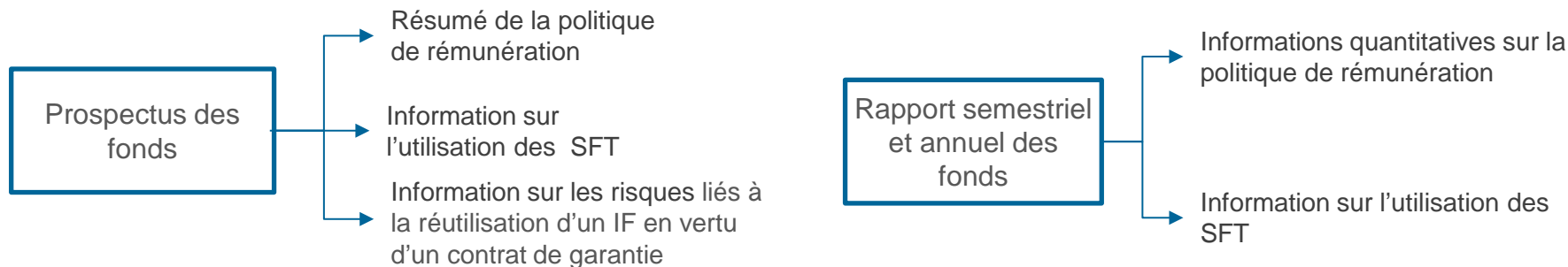
Re-use des avoirs

- Au-delà de l'encadrement et des accords contractuels qu'implique la réutilisation des avoirs, deux sujets peuvent être source de rationalisation :
- **L'information des clients** (à rapprocher des éléments vus précédemment sur les politiques de rémunération)
 - L'harmonisation avec les autres **reportings** aux autorités (MiFIR, EMIR, SFTR)



Re-use des avoirs

Information client sur les re-use



- **Collecter** l'information ad hoc
- **Alimenter** les bases de données pour constituer ces documents
- **S'assurer** de la mise à jour
- **Mettre à niveau** les processus de production des documents

Reporting aux autorités



- **Capitaliser** sur les reportings EMIR, MIFIR et SFTR
- **Collecter** l'information ad hoc
- **Mettre à niveau** les système d'information
- **Organiser** les processus d'élaboration des processus

Table-ronde

Animatrice : Stéphanie Saint-Pé Déléguée Générale - AFTI

- **Michèle Besse**, Directeur Contrôle Dépositaire - **Société Générale Securities Services**
- **Frédéric Bompaire**, Affaires publiques – **AMUNDI**
- **Arnaud Claudon**, Responsable Fonction Dépositaire France - Responsable mondial du Contrôle Dépositaire - **BNP Paribas Securities Services**
- **William Margoline**, Directeur Juridique et Financier - **CM-CIC AM**
- Directeur Général Adjoint - **CM-CIC Gestion**
- **Amina Oulmi**, Product Manager - **CACEIS**

En partenariat avec :

Conclusion

Eric Pinon

Vice-Président

AFG

En partenariat avec :

Mercredi 6 avril 2016 - Les amphis de l'AFTI – L'industrie de la gestion d'actifs
à l'heure de l'entrée en vigueur de la Directive OPCVM V





Présentation disponible sur le site www.afti.asso.fr

Rubrique : Evènements « Les amphis de l'AFTI »